

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 10/01/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

TCP DEVELOPPEMENT SAS

ZAC des Vauguillettes

89100 Sens

Références : 250010

Code AIOT : 0005402590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement TCP DEVELOPPEMENT SAS implanté ZAC des Vauguillettes 89100 Sens.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TCP DEVELOPPEMENT SAS
- ZAC des Vauguillettes 89100 Sens
- Code AIOT : 0005402590 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Le site inspecté appartient à la holding TCP développement dont le siège social est situé dans l'Aube. Le site de Sens est un entrepôt de stockage de divers produits (matières premières et produits finis alimentaires, papiers, cartons et emballages, composants et matières plastiques pour pièces automobiles, supports palettes...). Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 06 juillet 2009. Du fait des modifications de la nomenclature des installations classées, le site est désormais soumis au régime de l'enregistrement. L'arrêté préfectoral demeure néanmoins toujours applicable.

Contexte de l'inspection : Risques accidentels

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 1.2.1	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I de l'annexe II	Demande d'action corrective	1 Mois
3	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 1.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
6	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 4.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
7	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 9.2.7.1	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
9	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
10	Ressource en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.6.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
11	Ressource en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.6.4	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
12	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.6.8	Demande d'action corrective	1 Mois
15	Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 4.2.2	
5	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 4.3.12	
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.2.3	
13	Atelier de charge	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 1.7.3	
14	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9	
16	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Cette visite portait sur les suites de l'inspection précédente et sur la thématique du risque accidentel. Plusieurs points relevés lors de la précédente inspection n'ont pas été soldés. De nouveaux points de contrôle ont mis en évidence des non-conformités.

Certaines de ces non-conformités conduisent l'inspection à proposer une mise en demeure. Il s'agit notamment des non-conformités suivantes :

- Travaux pour mise en conformité vis à vis du risque foudre non réalisés
- Débit des poteaux d'incendie non connu (écart récurrent)
- Exercice de défense contre l'incendie non réalisé

D'autres écarts requérant des actions correctives ou des présentations de justificatif ont été relevés :

- Situation administrative à justifier
- Noms des cellules de stockage à harmoniser dans les différents documents
- État des matières stockées à compléter
- Étude de dangers : nouvelles modélisations en cas d'incendie à analyser
- Maintenance du clapet anti-retour à formaliser et à enregistrer
- Défaut de réalisation d'une étude acoustique dans les délais prévus par l'arrêté préfectoral
- Système de sprinklage : analyse et intégration éventuelle des observations/non conformités "sans risque de mise en échec du système" du sous-traitant de vérification
- Vérification des extincteurs : améliorer le délai de réception des rapports du sous-traitant de vérification
- Périodicité de maintenance des vannes (eaux d'extinction) à revoir

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative Liste des installations concernées

Prescription contrôlée :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE

N° rubrique	Intitulé rubrique	Capacité de l'activité	Régime	Commentaires
1510-2-b	1510. Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	149 925 m ³	E	Passage de A à E en 2011 mais arrêté d'autorisation toujours en vigueur et applicable Autorisé depuis 2008
1434-1-b	1434. Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m ³ /h, mais inférieur à 100 m ³ /h	Gasoil 1 m ³ /h	NC	
2925	2925. Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant	Puissance totale 46 kW	NC	

	supérieure à 50 kW			
1432	2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	1 réservoir de 50 m ³ de gasoil - Capacité équivalente totale 2 m ³	NC	Rubrique supprimée : à supprimer de l'AP
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	10 bouteilles de 13 kg de gaz propane liquéfié soit 0.13 t	NC	Rubrique supprimée : à supprimer de l'AP

Constats :

L'exploitant est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral en date du 06/07/2009. Du fait des changements de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant est aujourd'hui soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510. L'exploitant confirme avoir identifié qu'il était soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11/04/2017 pour les installations existantes et de son arrêté préfectoral d'autorisation du 06/07/2009.

Toutefois, l'exploitant doit justifier du classement de l'installation au titre de la rubrique 2925 de la nomenclature des installations classées, compte-tenu de la modification de la puissance totale de cette installation. (**Demande de justificatif**).

De même, l'exploitant doit justifier du classement de son installation au titre de la rubrique 1532, suite à la modification de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées. En effet, l'exploitant a effectué, en 2002 une télédéclaration pour du stockage de palettes bois et pellets soumis à la rubrique 1532. Or l'établissement n'est concerné, actuellement que par un groupe d'IPD (Installation pourvue d'une toiture) (**Demande de justificatif**).

La station service est toujours en activité et n'a pas subi de modification depuis l'arrêté d'autorisation du 06/07/2009. Le stockage de gasoil de capacité 50 m³ est toujours en place et utilisé. Les prescriptions relatives aux quantités de bouteilles de gaz de propane liquéfié sont respectées.

L'entrepôt est composé de 3 cellules tel que défini dans l'arrêté préfectoral. Néanmoins, les dénominations employées dans les différents documents ne sont pas harmonisées (**Action corrective**) : cellule 1 existant, cellule 1 extension et cellule 2 dans l'arrêté préfectoral / cellules 1, 2 et 3 dans certains documents consultés le jour de l'inspection (plan d'intervention, par exemple [Liste non exhaustive])

Enfin, l'exploitant a déposé une télédéclaration en 2024 au titre de la rubrique 4801 (stockage de charbon de bois, notamment). La demande a été déposée au nom de la structure juridique TCP Logistique, structure différente de TCP développement régulièrement autorisée. L'exploitant doit justifier d'une déclaration au titre de la rubrique 4801 au nom de TCP développement (**Demande de**

justificatif).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant déterminera la liste des points de charge d'accumulateurs électriques, leur valeur unitaire de puissance maximale de courant continu utilisable ainsi que la puissance totale. Il précisera alors sa situation eu égard à la rubrique 2925.

L'exploitant fournira l'état des stocks faisant apparaître les volumes et poids des matières en fonction des rubriques ICPE sur lequel il s'est basé pour déterminer son classement au titre des rubriques 1510, 1530 et 1532 qu'il fournira. Il déterminera alors son classement vis à vis des rubriques 1510, 1530 et 1532. Si l'établissement n'est pas soumis à la rubrique 1532 alors l'exploitant fera parvenir aux services de la préfecture un porter à connaissance et sollicitera l'annulation de sa télédéclaration au titre de la rubrique 1532.

L'exploitant harmonisera les dénominations des 3 cellules de stockage utilisées.

L'exploitant déposera une télédéclaration pour la rubrique 4801 mentionnant la juste structure juridique porteuse de la demande.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un fichier Excel intitulé Recap ICPE, extrait du progiciel de gestion intégré Akanea. Ce fichier dispose d'un onglet par semaine de l'année, il est donc mis à jour hebdomadairement. L'exploitant considère cet état hebdomadaire suffisant car peu de mouvements en quantités importantes d'une journée à l'autre sont opérés.

L'état synthétique n'a pas pu être présenté.

Ce fichier est utilisé avec l'application en ligne "Teams" et est donc accessible à tout moment depuis le téléphone portable de la responsable HSE et du Directeur d'exploitation.

L'exploitant ne stocke pas de matières dangereuses ni de piles ou batteries.

Le fichier présenté ne comporte pas l'état des stocks des déchets. Les familles de produits sont

insuffisamment détaillées. Néanmoins, ces familles sont indiquées sur le plan de l'entrepôt présenté par l'exploitant. Ce plan n'est pas joint au fichier. (**non-conformité**)

La colonne "seuil max" reprend les quantités maximales de la nomenclature des installations classées pour la rubrique ICPE concernée et non le seuil max autorisé par l'arrêté préfectoral (**Action corrective**).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant annexera le plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état des stocks.

L'exploitant modifiera le fichier excel utilisé pour distinguer les différentes familles de produits et ajouter les déchets, le cas échéant, et pour modifier les données du champ Seuil max.

L'exploitant réalisera un état synthétique des matières stockées.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 3 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 1.7.2

Thème(s) : Risques accidentels Etude de dangers

Prescription contrôlée :

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Constats :

L'exploitant ayant augmenté ses capacités de stockage avec l'extension de la cellule 1, sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis au préalable de l'inspection une nouvelle modélisation Flumilog des effets thermiques en cas d'incendie.

Cette modélisation a été remise le 12/11/2024. L'exploitant n'a pas tiré de conclusions de ces nouvelles modélisations (**Demande de justificatif**).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant analysera les modélisations Flumilog réalisées le 11/11/2024 et apportera une conclusion quant à l'évolution du risque. Il vérifiera notamment si les effets thermiques 8 kW/m^2 et 5 kW/m^2 sortent des limites du site.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 4 : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 4.2.2

Thème(s) : Autre Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine de la distribution de l'eau d'alimentation
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan finalisé. Il a présenté une ébauche de plan : plan non daté, légendes non finalisées (des couleurs indiquées en légende mais non reportées sur le plan), notamment.

Certains secteurs collecteurs et réseaux associés n'apparaissent pas (ex. [Liste non exhaustive] réseau de collecte des eaux de toiture de la cellule 2). La localisation précise des points de prélèvement n'a pu être constatée (**non-conformité**)

Par courrier électronique en date du 09/12/2024, l'exploitant a transmis un plan à l'inspection. L'exploitant indique que ce plan respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 4.3.12

Thème(s) : Autre Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Rejets EP1 et EP2 :

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Fréquence d'analyse
MES	35	Annuelle
DCO	50	Annuelle
Hydrocarbures totaux	5	Annuelle

Constats :

Le dernier rapport (202405.499.1 pour un prélèvement en date du 28/05/2024) du prestataire Aquanalyse a été présenté à l'inspection. Le rapport ne précise pas les points de prélèvement. Il n'est donc pas exploitable (**non-conformité**)

Le 20 novembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection par courrier électronique les échanges qu'il a eus avec son prestataire. Ce dernier a confirmé la localisation des 2 points de prélèvement conformes aux exigences de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant a également joint les 2 derniers rapports d'analyse d'eau (prélèvements du 28/05/2024) des points de rejet EP1 et EP2. Les valeurs mesurées sont conformes aux valeurs mentionnées dans l'arrêté d'autorisation (paramètres MES, DCO, hydrocarbures totaux, Température et pH) pour les 2 points de rejet EP1 et EP2.


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 6 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 4.1.3		
Thème(s) : Autre Réseau d'alimentation en eau potable		
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.		
Constats : Le clapet anti-retour est vérifié annuellement par un prestataire (même prestataire qui réalise la vérification des systèmes de sprinklage). L'exploitant ne dispose toutefois pas des rapports de vérification (Demande de justificatif).		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection le contrat qui le lie avec le prestataire de maintenance permettant de justifier de la fréquence de vérification ainsi que le dernier rapport de vérification.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 Mois		

N° 7 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 9.2.7.1		
Thème(s) : Risques chroniques Mesures périodiques des niveaux sonores		
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les cinq ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.		
Constats : La dernière mesure acoustique a été réalisée en 2017, soit il y a plus de 5 ans. (non-conformité) . En 2019, l'inspection des installations classées avait relevé plusieurs valeurs non-conformes aux valeurs indiquées dans les articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalisera des mesures acoustiques conformément aux dispositions de l'article 9.2.7.1 de son arrêté préfectoral. Il vérifiera également que celles-ci sont conformes aux dispositions des articles 6.2.1 et 6.2.2. L'exploitant transmettra le rapport de mesures acoustiques à l'inspection.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites :		Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais :		3 Mois

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier compte-rendu Q18 datant de mars 2024 pour une prestation réalisée du 11 au 12 mars 2024. La précédente vérification datait de mars 2023.

Le compte-rendu présenté indique que l'installation peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion avec certains dangers déjà signalés et d'autres dangers signalés pour la première fois.

L'exploitant a indiqué avoir un devis pour la mise en conformité et que les non-conformités ont été partagées avec le service maintenance. Le suivi de la remise en conformité se fait via un tableau de suivi que l'inspection a pu consulter (tableau PA-Suivi-VGP.xls). Une fois par mois, un suivi des actions est réalisé avec le service maintenance.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 9 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.2.4		
Thème(s) : Risques accidentels Protection contre la foudre		
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.		
Constats : Une vérification des installations de protection contre la foudre est réalisée annuellement. L'étude technique foudre a été réalisée par Bureau Veritas du 1 ^{er} au 3 juillet 2020 et fait état d'actions à réaliser pour une mise en conformité. L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation des travaux préconisés dans l'étude technique foudre (non-conformité). L'exploitant indique avoir fait appel à un sous-traitant pour une mise en conformité de l'installation.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier des travaux de mise en conformité tels que préconisés dans l'étude technique foudre. Il fournira également une copie de la dernière vérification complète des installations de protection contre la foudre.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais :	1	Mois

N° 10 : Ressource en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels Ressource en eau et en mousse

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose a minima de :

- 3 poteaux incendie implantés dans un rayon de moins de 100 mètres du site. Ces poteaux fournissent un débit simultané de 200 m³/h ;
- [...]

Constats :

L'exploitant n'a pas justifié que les 3 poteaux incendie du site fournissent un débit simultané de 200 m³/h. Ce point avait déjà été relevé lors de la précédente visite d'inspection (**non-conformité**).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que les 3 poteaux incendie du site fournissent un débit simultané de 200 m³/h.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels Ressources en eau et en mousse

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose a minima de :

[...]

- une réserve d'eau aérienne de 320 m³ située en dehors des zones d'effets thermiques ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés disposés de telle sorte que tout point des cellules de stockage soit attaquant par deux lances simultanément ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie sur l'ensemble des cellules de stockage ;
- d'un système de détection automatique d'incendie sur l'ensemble des cellules de stockage.

Constats :

Concernant le système d'extinction automatique (sprinklage) : Le système est vérifié tous les 6 mois par un prestataire. La dernière vérification a été réalisée le 16/10/2024 mais le rapport n'était pas encore disponible le jour de l'inspection. La précédente vérification semestrielle avait été réalisée le 16/04/2024. Le rapport d'avril 2024 faisait état d'observations (pas de non-conformités). Ces observations ne sont pas traitées par l'exploitant (Remarque).

Le 02/12/2024, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection par courrier électronique le rapport de la dernière vérification du sprinklage réalisée le 25/10/2024. Celui-ci fait état d'observations mais également de non-conformités "sans risque de mise en échec" dont 2 datent de 2023 et n'ont donc pas été traitées depuis 2023 (**non-conformité**).

Concernant les extincteurs : La dernière vérification a eu lieu en semaine 42 mais le rapport n'était pas disponible le jour de l'inspection. Le dernier rapport disponible a été présenté. Il faisait état de non-conformités qui ont été corrigées. L'inspection attire l'attention sur le fait que le délai d'émission du rapport est particulièrement long : le rapport a été fourni à l'exploitant le 23/02/2024 pour une prestation réalisée en novembre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour remédier aux non-conformités mentionnées dans les derniers rapports de vérification semestriels du système de sprinklage de l'établissement. Il intégrera, le cas échéant, les observations des rapports de vérification du système de sprinklage dans son suivi de maintenance.

L'exploitant s'assurera de disposer dans un délai raisonnable des rapports de vérification des extincteurs après une vérification de son prestataire.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites :	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais :	3	Mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.6.8

Thème(s) : Autre Protection des milieux récepteurs

Prescription contrôlée :

Les eaux d'extinction sont confinées dans les décaisses formées par les quais et voiries et dans les canalisations faisant office de rétention par manœuvre des vannes de coupure. L'ensemble des réseaux d'assainissement d'eaux pluviales est équipé de vannes de coupures manuelles et automatiques, asservies au sprinklage. Les vannes de coupure font l'objet d'une maintenance et d'un contrôle trimestriel garantissant leur efficacité en cas de besoin. Ces opérations sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les vannes et pompes sont contrôlées annuellement par un prestataire extérieur, la société Aube Sprinklers Services. Il n'y a pas de contrôle trimestriel (**non-conformité**).

Lors du dernier contrôle en date du 21/01/2024, le moteur de la vanne n° 2 était hors service. Le moteur a été remplacé.

Lors de la visite in-situ, il a été constaté un fond d'eau dans le bassin des eaux d'extinction. L'exploitant a indiqué que le niveau était automatiquement régulé afin de maintenir à tout moment le volume de 430 m³. Le bassin était propre, exempt de tout déchet, les abords entretenus et l'accès fermé à clé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en place un contrôle trimestriel pour les vannes de coupure de son site. Si le contrôle est internalisé, il conviendra de le formaliser par une procédure.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 13 : Atelier de charge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 1.7.3

Thème(s) : Risques accidentels Atelier de charge

Prescription contrôlée :

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. [...]

Constats :

Le local dédié à la charge des chariots électriques a été visité. Il est entretenu, exempt de tout déchet.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 14 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9

Thème(s) : Risques accidentels Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Constats :

Dans la cellule 1 existante, la distance entre le haut des matières stockées et le dispositif de sprinklage et entre le haut des matières stockées et le système d'éclairage ont été mesurées à environ 1,10 m.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 15 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13		
Thème(s) : Risques accidentels Exercice incendie		
Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans [...]		
Constats : Les exercices de défense contre l'incendie ne sont pas réalisés. Seuls sont réalisés des exercices d'évacuation du personnel (non-conformité)		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalisera au moins tous les 3 ans un exercice de défense contre l'incendie basé sur les scénarios de l'étude de dangers.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites :		Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais :		3 Mois

N° 16 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22

Thème(s) : Risques accidentels Maintenance des portes coupe-feu

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. [...]

Constats :

La porte coupe-feu entre la cellule 1 et la cellule 1 extension est non fonctionnelle (**non-conformité**). Aucune mesure compensatoire n'a été mise en place. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer depuis quelle date la porte coupe-feu est indisponible ni à quelle date elle va être réparée.

L'exploitant a transmis par courrier électronique le 04/12/2024 une facture de réparation de la porte coupe-feu (l'intitulé de la porte sur la facture n'est pas explicite mais l'exploitant précise dans son courrier que les réparations des non-conformités constatées sur les portes coupe-feu ont été réparées).

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :